Direction de la Diffusion et de l'Action Régionale
Département Insee Info Service
Division Communication Externe
Bureau de presse

COMMUNIQUÉ DE PRESSE
ET DOSSIER DE PRESSE
Paris, le 24 septembre 2009

L'Insee retrace
« Cinquante ans de consommation en France »

Que consomme-t-on en France ? Comment la consommation a-t-elle évolué depuis cinquante ans ? Quelles différences avec nos voisins européens ?

L'ouvrage « Cinquante ans de consommation en France » propose un nouvel éclairage sur un demi-siècle de consommation des ménages, des années 1960 à nos jours. Il s'appuie à la fois sur des données du « Compte des ménages » et sur des enquêtes réalisées auprès des ménages[1].

Trois dossiers sont proposés :

- ***Un historique de la consommation depuis cinquante ans***
- ***Une analyse des différences sociales en matière de consommation alimentaire***
- ***Un point sur l'évolution des inégalités face au coût du logement***

- **Une consommation multipliée par trois depuis 1960** *(Source : Compte des ménages)*

Depuis cinquante ans, les ménages français ont consommé un peu plus chaque année (à l'exception de 1993). Aujourd'hui, le volume de **consommation par personne** est **trois fois plus élevé qu'en 1960**.

L'**élévation du niveau de vie** explique cette consommation croissante. Pour autant, cette progression n'est pas linéaire : la France est passée des Trente Glorieuses, caractérisées par le développement d'une consommation de masse, à une période beaucoup moins dynamique en termes de gains de pouvoir d'achat et de consommation, à partir du milieu des années 1970.

- **Budget des ménages : la part des services en augmentation, recul de la part liée à l'alimentation et à l'habillement**

Entre 1960 et 2007, la progression du niveau de vie va de pair avec une **diminution** de la part des dépenses liées à l'**alimentation**[2] (de 38% à 25%) et à l'**habillement** (de 14% à 9%).

[1] Ces deux approches peuvent conduire à des chiffres différents autour d'une même notion (le champ, les concepts, les définitions diffèrent en fonction de la source, cf. encadré).

[2] L'alimentation est ici entendue au sens large (y compris boissons, à domicile et hors domicile).

A l'inverse, les ménages consacrent une part plus importante de leur budget au **logement** (de 16% en 1960 à 19% en 2007), au **transport** (de 11% à 18%), à la **communication**, aux **loisirs** et à la **culture** (de 10% à 16%) et à la **santé** (de 2% à 4%).

Le **prix des services augmente plus vite que le prix des produits manufacturés** : cela explique que la part du budget consacrée aux services est de plus en plus importante. Le **volume consommé**, quant à lui, **augmente plus vite pour les produits manufacturés** que pour les services, même si l'écart s'est réduit depuis les années 70.

- **Des évolutions principalement dues à la hausse du niveau de vie**

La **baisse** de la **part de l'alimentation** et la **hausse** de la **part de la santé** dans le budget des ménages sont le **reflet de la hausse des niveaux de vie**.

Des **comparaisons européennes confirment le phénomène**. Dans les pays entrés récemment dans l'Union européenne, les ménages consacrent une part plus élevée de leur budget à l'alimentation et moins forte à la santé que dans les pays de l'ex-Union européenne des 15.

Le **lien** entre **consommation et niveau de vie** est **moins net pour les autres postes de dépenses**. Dans l'ensemble, dans les nouveaux Etats membres de l'Union Européenne, les ménages ont d'ores et déjà une part de budget communication-loisirs-culture équivalente à la France ou à l'Allemagne.

▪ Un rapprochement de la part du budget « alimentation » entre groupes sociaux, des différences persistantes pour les repas à l'extérieur et les produits consommés *(Source : enquêtes auprès des ménages)*

Le poste **« alimentation »**[3] reste le **plus conséquent** pour les **ménages modestes**. Le poids de l'alimentation dans le budget est d'autant plus élevé que le niveau de vie des ménages est faible. Les 10% de ménages les plus modestes consacrent 18% de leur budget à l'alimentation à domicile alors que les 10 % les plus aisés n'y consacrent que 14%. Ces écarts se sont réduits au fil du temps.

- **Dépenses d'alimentation à domicile : du simple au double selon le niveau de vie**

Les dépenses alimentaires à domicile vont de 138 euros par mois par personne pour les 10% les plus modestes, à 242 euros par mois par personne pour les 10% les plus aisés.

Les ménages les plus aisés consomment globalement plus que les ménages modestes, en particulier les eaux en bouteille, les boissons alcoolisées, les produits laitiers, les plats préparés, les viandes de boucherie et les fruits et légumes.

- **Les repas à l'extérieur : de 22 euros à 107 euros mensuel par personne selon le niveau de vie**

Les repas à l'extérieur (y compris cantines scolaires et professionnelles) restent un marqueur des inégalités. Ils représentent 23% du budget alimentaire des ménages. Cette part monte jusqu'à 30% pour les ménages les plus aisés. La dépense par personne varie de 22 euros par mois à 107 euros par mois entre le premier et le dernier décile de niveau de vie.

- **Le prix des biens et services achetés, les produits de la mer, les boissons alcoolisées et les fruits : des signes de différences sociales**

Les ménages les plus aisés achètent chaque produit à un prix plus élevé. Un exemple : 14 euros en moyenne pour un kilo de viande de bœuf ou de veau chez les 10% les plus aisés, 11 euros pour les 10% les plus modestes.

La **viande** occupe toujours la **1ère place** (21%) dans le **budget alimentaire** des ménages. Viennent ensuite les **produits céréaliers** (15%) et les **produits laitiers** (13%). Les produits alimentaires traditionnellement moins consommés par les ménages les plus modestes sont les poissons, les boissons alcoolisées et les fruits frais et transformés.

[3] L'alimentation est ici entendue en un sens restreint (uniquement à domicile).

- **Dépenses de logement : 10% du budget des propriétaires, 25% du budget des locataires** *(Source : enquêtes auprès des ménages)*

Depuis vingt ans, la hausse des dépenses de logement n'a pas concerné tous les ménages de la même manière.

- **Un budget logement plus lourd pour les locataires**[4]

La **part du budget logement** a **nettement augmenté** pour les **locataires** (de 19% en 1984 à 25% en 2005). Restée **stable** pour les **accédants** à la propriété (22% en 2005), elle a **baissé** pour les **propriétaires** ayant fini de rembourser leurs emprunts (13% en 1984, 10% en 2005).

Ces évolutions s'expliquent plus par des changements des populations propriétaires, accédantes ou locataires, que par la progression des prix à l'achat et à la location.

En particulier, la population des **locataires** a eu tendance à se vider d'une partie de ses ménages les plus aisés, devenus propriétaires ou accédants : ainsi en 2005, son **niveau de vie est plus bas** par rapport à la moyenne qu'en 1984. La population des **propriétaires** a vieilli : par rapport à 1984, leur **niveau de vie est sensiblement plus élevé** comparé à la moyenne : il s'agit plus souvent de couples en fin de vie active ou retraités, sans enfant à charge.

- **En moyenne, une amélioration de la qualité de logement**

En moyenne, les **logements** sont **plus grands qu'il y a vingt**. Un habitant dispose **en moyenne de 40m^2** et de 1,8 pièces, soit 30% d'espace en plus par rapport à 1984. Toutes les catégories de ménages, aisés comme modestes, ont bénéficié de cette amélioration.

Un regard croisé « Compte des ménages » et enquête « Budget des familles »

L'Insee dispose de deux bases de données sur la consommation des ménages :

- le **« Compte des ménages »**, partie intégrante des Comptes nationaux
- les enquêtes auprès des ménages, en particulier **l'enquête « Budget des familles »**.

Ces deux sources sont de nature différente :

- la comptabilité nationale rassemble de nombreuses données pour déterminer la dépense de consommation globale : enquêtes auprès des entreprises, données fiscales et douanières, estimations,…
- les enquêtes recueillent les données directement auprès des ménages (échantillon représentatif de la population des ménages).

Les Comptes nationaux présentent une information exhaustive, à un niveau agrégé, dans un cadre harmonisé entre pays pour permettre les comparaisons internationales.

Les enquêtes fournissent des informations détaillées à partir des déclarations des ménages. Elles permettent une analyse des comportements de consommation entre ménages et des différences selon les groupes sociaux.

Ces deux sources offrent deux visions complémentaires de la consommation des ménages. Leur cadre conceptuel diffère. Elles peuvent conduire à des chiffres différents autour d'une même notion, notamment pour ce qui tient au logement.

[4] Étude sur la période 1984 – 2005.

« Cinquante ans de consommation en France » : présentation des fiches complémentaires

DOSSIER DE PRESSE

L'ouvrage présente aussi **une trentaine de fiches thématiques** sur les principaux postes de dépenses :

- **Alimentation et Tabac**
- **Logement**
- **Transports**
- **Biens et services pour la personne**
- **Santé**
- **Communication**
- **Loisir**
- **Autres services**

Cette approche « macro-économique » est complétée par **dix fiches transversales** qui précisent les différences entre les ménages, selon leur niveau de vie, leur revenu, leur âge... :

- **Les lieux d'achat**
- **Impôts sur la consommation**
- **Fiscalité directe (hors contributions) et taxes diverses**
- **Alimentation et genre**
- **Priorités en matière de consommation**
- **Disparités de consommation**
- **Consommation, âge et génération**
- **Consommation des retraités**
- **Consommation des ménages avec trois enfants ou plus**
- **Convergence des structures de consommation des Dom avec la métropole**

« Cinquante ans de consommation en France »

Sommaire du dossier de presse

- **Fiche 1 : La consommation des ménages depuis cinquante ans**
- **Fiche 2 : La consommation alimentaire : des inégalités persistantes mais qui se réduisent**
- **Fiche 3 : Le poids des dépenses de logement depuis vingt ans**
- **Sommaire détaillé de l'ouvrage**

La consommation des ménages depuis 50 ans

Georges Consales, Maryse Fesseau et Vladimir Passeron, Insee,
division Synthèse générale des comptes

Depuis 50 ans, les Français ont, sauf en 1993, consommé un peu plus d'année en année, si bien qu'aujourd'hui le volume annuel de consommation par personne est trois fois plus élevé qu'en 1960. Cette progression globale recouvre de profonds changements dans la répartition du budget des ménages entre les différents postes de dépenses : les parts réservées à l'alimentation et à l'habillement se sont réduites, au profit notamment du logement et des transports, de la santé, des communications et des loisirs.

Tableau 1 : La structure du budget des ménages français a profondément évolué en 50 ans

	Coefficients budgétaires			
	En %			
	1960	**1975**	**1990**	**2007**
Alimentation	38	30	27	25
Logement	16	20	18	19
Transport	11	15	18	18
Habillement et autres produits pour la personne	14	13	11	9
Santé	2	2	3	4
Communciation, loisirs et culture	10	12	13	16
Services divers	7	8	9	11
Solde territorial	1	0	-1	-1
Total budget consommation des ménages	**100**	**100**	**100**	**100**

Note : pour un poste donné le coefficient budgétaire rapporte le montant en valeur des dépenses de ce poste au budget total.
Source : Insee, comptes nationaux base 2000.

Le logement, premier poste de dépenses des ménages

Les Trente Glorieuses ont été marquées à la fois par la hausse du nombre de logements, de leur qualité, et par la diffusion intensive de leur équipement en meubles et appareils électroménagers. La part budgétaire consacrée au logement a ainsi crû sensiblement entre 1960 (16 %) et 1975 (20 %). Elle a depuis légèrement baissé (19 % en 2007), mais cet infléchissement traduit en fait la croissance du nombre de ménages propriétaires, qui ne payent pas de loyers : leur part dans le nombre total de ménages a augmenté tout particulièrement entre 1973 (45 %) et 1988 (54 %).

Pour neutraliser cet effet trompeur de l'accession à la propriété sur la mesure de la consommation, la comptabilité nationale considère que les ménages propriétaires occupant leur logement se payent des loyers à eux-mêmes (loyers dits « imputés », comptabilisés à la fois en dépense et dans leurs revenus).

En élargissant ainsi le champ, c'est-à-dire en passant du budget de consommation des ménages (notion microéconomique, plus proche de la perception individuelle) au champ des dépenses de consommation des ménages (notion de comptabilité nationale qui inclut des dépenses dites « imputées »), le poids des dépenses liées au logement augmente en réalité continûment sur l'ensemble de la période, passant de 20 % en 1960 à 30 % en 2007.

Une tendance à la « dématérialisation » de la consommation : un diagnostic à nuancer

Globalement les services prennent aujourd'hui une part prépondérante dans le budget des ménages : représentant 30 % des dépenses de consommation en 1960, ils dépassent 50 % depuis le milieu des années 2000. Plus de la moitié de cette hausse tient aux seuls services

de logement (dépenses de loyers, qu'elles soient réelles ou imputées). Le reste concerne l'ensemble des autres services (services culturels et de loisirs, de santé, de voyage,…).

Tableau 2 : La structure des dépenses de consommation des ménages depuis 50 ans

	Coefficients budgétaires				Evolution annuelle en %	
	En %				*Volumes par habitant*	Prix
	1960	**1975**	**1990**	**2007**	**1960 - 2007**	
Biens alimentaires à domicile	32	23	19	17	1,3	4,5
Biens manufacturés	30	31	30	26	3,5	3,5
Energie	7	8	8	8	2,7	4,8
Services hors loyers	25	27	30	32	2,1	5,9
Loyers	6	11	14	18	3,6	6,4
Total dépenses consommation des ménages	**100**	**100**	**100**	**100**	**2,6**	**4,8**

Source : Insee, comptes nationaux base 2000.

Ce déplacement relatif des dépenses des biens vers les services s'explique en premier lieu par un effet-prix : sur longue période, le prix des biens, en particulier celui des biens manufacturés (+ 3,5 % par an en moyenne), évolue nettement moins rapidement que celui des services (+ 5,9 % pour les services hors loyers). Le volume de consommation, quant à lui, continue à augmenter plus vite pour les produits manufacturés que pour les services, même si l'écart s'est nettement resseré : + 61% par an contre + 3.6% avant 1974, 2,3% contre 2,0% depuis lors

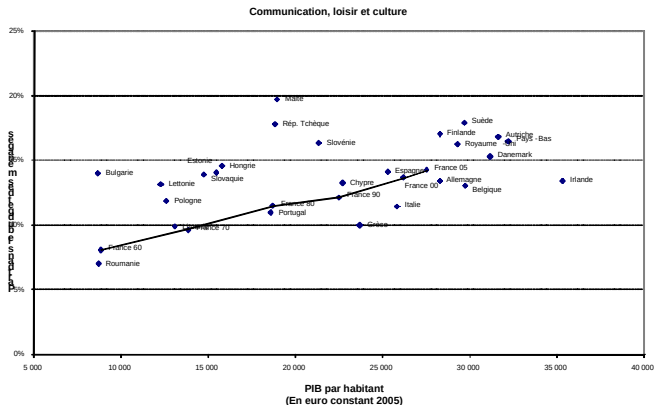
Une convergence des comportements de dépenses en Europe qui n'efface pas toutes les spécificités nationales

La baisse de la part consacrée à l'alimentation dans la consommation totale et, à l'opposé, la hausse de celle affectée à la santé (qu'elle soit payée directement par les ménages ou prise en charge par la collectivité) sont le reflet de la progression du niveau de vie en France.
Les comparaisons internationales attestent également du lien entre les parts respectives de ces deux postes et le niveau de vie des pays. L'analyse des structures de consommation propres à chaque pays révèle qu'un processus de convergence est à l'œuvre, lié à celui du niveau de vie.

Mais cette convergence résulte aussi de l'ouverture du marché européen et de la libre circulation des biens et des technologies. Aussi, bien qu'ils aient des niveaux de PIB par habitant nettement inférieurs, la composition de la consommation des derniers pays entrants au sein de l'Union européenne se rapproche de celle des Français d'aujourd'hui pour nombre de postes budgétaires.

Par exemple, pour les dépenses liées à la communication et aux loisirs, les données internationales font apparaître des coefficients budgétaires du même ordre en France, en Allemagne mais aussi dans nombre des pays de l'est de l'Europe.
En outre, cette analyse en termes de convergence, au cours du temps ou entre pays, trouve aussi ses limites : même parmi les pays fondateurs de l'Union européenne, certaines spécificités nationales demeurent.

Graphique 1 : Part budgétaire réservée à la communication, aux loisirs et à la culture, et niveau de PIB par habitant



Source : Insee, comptes nationaux base 2000, Eurostat.

Note de lecture : en 1960 et en France, la part budgétaire réservée à la communication, aux loisirs et à la culture était de 8% du budget des ménages, pour un PIB de 8 800 euros par habitant (en euros constants de 2005).

La consommation alimentaire : des inégalités persistantes mais qui se réduisent

France Caillavet, Cédric Lecogne et Véronique Nichèle (Inra-Aliss, UR 1303.)

L'alimentation reste l'un des premiers postes de dépense des ménages. Ce poste accuse de diverses manières les effets des inégalités sociales. Dans la répartition des dépenses entre alimentation à domicile et à l'extérieur, les écarts persistent, voire s'accentuent, entre les deux extrémités de l'échelle des niveaux de vie : le poids de la consommation de repas hors domicile s'accroît en moyenne mais régresse dans le bas de l'échelle des niveaux de vie.
En revanche, les écarts de consommation se resserrent dans certaines catégories de l'alimentation à domicile. Ainsi, l'importance des produits carnés se réduit désormais dans la hiérarchie sociale. La consommation de viande, produit au prix unitaire le plus élevé et autrefois signe de distinction sociale, pèse moins dans le budget des ménages. Il en est de même pour les produits de la mer et les légumes.

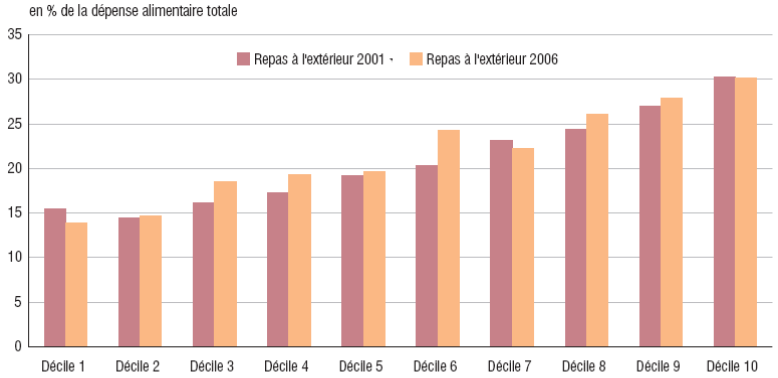
Plus les ménages ont un faible niveau de vie, plus la part de leur budget consacrée à l'alimentation est élevée

Les dépenses alimentaires recouvrent l'alimentation à domicile, les repas pris à l'extérieur et l'autoconsommation. Mesuré dans l'enquête Budget de famille, c'est le poste qui pèse le plus lourd : 21 % de la dépense de consommation, devant le logement (16 %) et les transports (15%).
Le poids de l'alimentation est d'autant plus élevé que le niveau de vie des ménages est faible. Les ménages les plus pauvres, ceux qui ont un niveau de vie inférieur ou égal au premier décile consacrent 18 % de leur budget à l'alimentation à domicile, alors que pour le dernier décile cette part est de 14 %. Entre 2001 et 2006, les écarts entre les plus pauvres et les plus riches se sont légèrement réduits.

Au sein des dépenses alimentaires, les repas à l'extérieur sont un marqueur des inégalités de consommation

Les repas à l'extérieur (y compris cantines professionnelles et scolaires) représentent 23 % du budget alimentaire des ménages, une part croissante de ce budget depuis le début des années 2000. Cette proportion croît très nettement avec le niveau de vie : pour les ménages les plus aisés, les repas à l'extérieur dépassent 30 % du budget alimentaire total, une part deux fois plus élevée que pour les ménages les plus modestes. Sur ce point, les inégalités persistent voire s'accentuent : le poids de la consommation de repas hors domicile s'accroît en moyenne mais régresse dans le bas de l'échelle des niveaux de vie.

Graphique 1 : Parts budgétaires des repas à l'extérieur selon les déciles de revenu disponible par unité de consommation



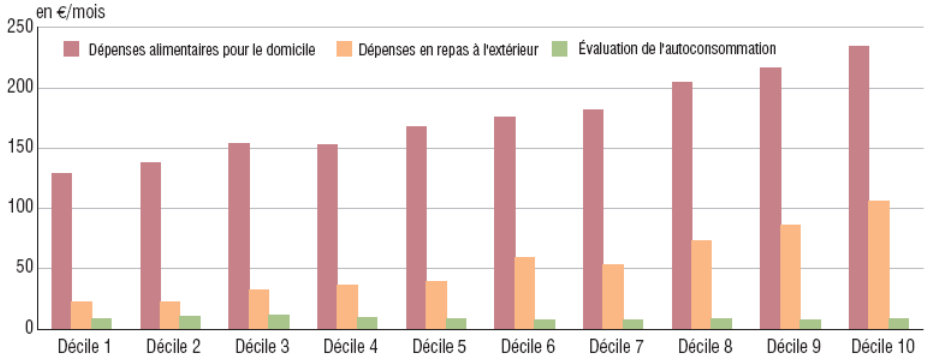
Lecture : les ménages appartenant au 1er décile font partie des 10 % des ménages ayant le revenu disponible par unité de consommation le plus faible.
En 2001, ils consacraient 15,4 % de leur budget alimentaire aux repas à l'extérieur.
Champ : France métropolitaine.
Sources : enquêtes Budget de famille 2001 et 2006.

Les dépenses moyennes par personne varient du simple au double selon le niveau de vie

Les dépenses alimentaires à domicile et à l'extérieur progressent nettement avec le niveau de vie.
Les écarts sont les plus nets pour les repas à l'extérieur : la dépense par personne varie de 22 euros/mois à 107 euros/mois entre le premier et le dernier décile.
La dépense alimentaire à domicile par personne varie de 138 euros/mois au sein des ménages du premier décile à 242 euros/mois dans le dernier décile de niveau de vie :

- tout d'abord, les ménages aisés achètent des aliments plus chers que les ménages modestes. Les plus fortes disparités de prix concernent les graisses végétales, les fruits transformés, le thé et le café, les produits de la mer, les boissons non alcoolisées et les pommes de terre.
- les plus riches consomment également en plus grandes quantités à domicile. C'est surtout le cas pour les eaux en bouteille, les boissons alcoolisées, les produits laitiers, les fruits et les légumes frais, les légumes transformés, les plats préparés et les viandes de boucherie.

Graphique 2 : Dépenses alimentaires par personne selon les déciles de revenu disponible par unité de consommation

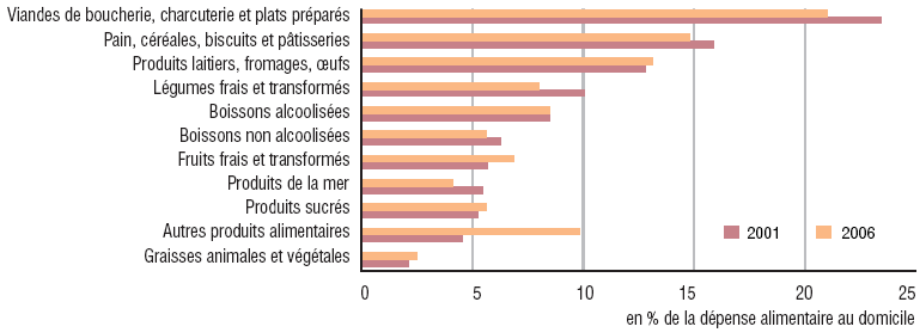


Lecture : les ménages appartenant au 1er décile font partie des 10 % des ménages ayant le revenu disponible par unité de consommation le plus faible. Leurs dépenses alimentaires à domicile par personne s'élèvent à 130 euros par mois.
Champ : France métropolitaine.
Source : enquête Budget de famille 2006.

Produits de la mer, boissons alcoolisées et fruits, signes de différences sociales

Les viandes occupent la première place dans le budget alimentaire des ménages (21% de la dépense alimentaire totale) devant les produits céréaliers (14,8 %) et les produits laitiers (13,1 %). Cependant, la consommation de viande, produit au prix unitaire le plus élevé et autrefois signe de distinction sociale, pèse moins dans le budget des ménages. Il en est de même pour les produits de la mer et les légumes.
Les postes traditionnellement sous-représentés chez les ménages les plus pauvres sont les poissons et produits de la mer, les boissons alcoolisées, les fruits frais et transformés.

Graphique 3 : Parts budgétaires des produits alimentaires en 2001 et en 2006



Lecture : les viandes de boucherie, la charcuterie et les plats préparés représentaient 23,4 % de la dépense alimentaire à domicile en 2001.
Champ : France métropolitaine.
Sources : enquêtes Budget de famille 2001 et 2006.

Le poids des dépenses de logement depuis vingt ans

Jérôme Accardo, Insee, division Conditions de vie des ménages ; Fanny Bugeja, Crest.

Le poids des dépenses de logement dans le budget des ménages s'est globalement accru au cours des vingt dernières années. Les évolutions ont affecté les ménages diversement selon leur groupe d'âge, leur niveau de vie, leur niveau social. Durant cette période, une importante accession à la propriété a amélioré la situation de nombreux ménages. En revanche, celle des plus modestes, notamment locataires, apparaît plus difficile aujourd'hui qu'au début des années 1980.

Le logement est considéré ici du point de vue de la contrainte budgétaire afin de se rapprocher du ressenti des ménages. On choisit donc de limiter le poste aux loyers acquittés par les locataires, aux remboursements des prêts immobiliers (capital et intérêts) des accédants, aux charges, dépenses d'eau, d'énergie et d'entretien courant du logement, aux assurances et aux impôts immobiliers (taxe d'habitation, taxe foncière), seule la résidence principale étant prise en compte.

La prééminence du poids du logement s'est nettement accentuée en vingt ans

Le logement a une place dominante dans le budget : avec 18 % de la dépense totale annuelle moyenne du ménage en 2005, il est très supérieur à son suivant immédiat, le poste Transports. La prééminence budgétaire du logement s'est d'ailleurs accentuée au cours des vingt dernières années : son poids a légèrement progressé alors que l'alimentation, qui pesait autant que lui en 1984, a perdu 4 points.

Le poids du logement a cependant été modéré par une importante accession à la propriété au cours de la période : la part des ménages propriétaires a fortement augmenté, passant du quart au tiers de la population.

Le poids du logement varie en effet nettement selon que les ménages sont propriétaires dégagés des crédits d'achat (DCA), accédants ou locataires. Pour les premiers, exempts de remboursements ou de loyers, le poids est de moitié inférieur à ce qu'il représente pour les deux autres catégories.

Les écarts se sont d'ailleurs accentués depuis vingt ans. Entre 1984 et 2005, le poids du logement a baissé pour les propriétaires DCA et il est resté à peu près stable chez les accédants ; il a en revanche nettement augmenté pour les locataires, en particulier au cours de la dernière période.

Tableau 1. Poids du logement dans le budget des ménages selon le statut d'occupation du logement

Poids budgétaire	1984	1989	1995	2000	2005
Propriétaires DCA*	13	11	10	12	10
Accédants	21	22	22	22	22
Locataires	19	20	22	22	25
Sous-locataires	16	20	19	15	31
Logés gratuitement	7	6	8	9	8
Ensemble	**17**	**17**	**18**	**19**	**18**

** Propriétaire dégagé des crédits d'achat.*
Source : Insee, enquêtes Budget des familles, 1985, 1989, 1995, 2001, 2006.

Ces évolutions ne sont pas réellement liées à des évolutions dans les prix des différentes composantes des dépenses de logement. Ainsi, le poids du logement s'est accru pour les locataires, alors que les loyers ont suivi le revenu moyen.

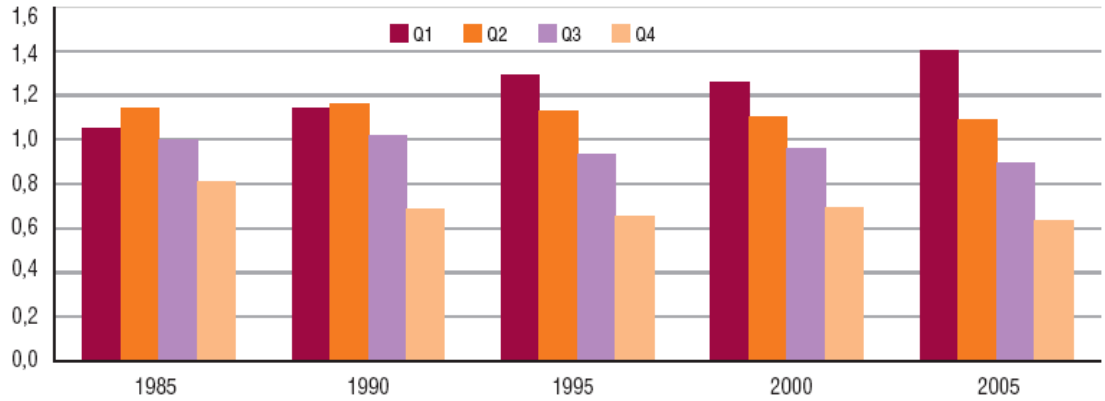
L'explication réside dans la dégradation relative du niveau de vie des locataires. Celui des locataires de 2005 est nettement plus bas par rapport à la moyenne qu'il ne l'était pour les locataires de 1985. Ce n'est donc pas le loyer qui a crû par rapport au revenu moyen, mais la catégorie des locataires qui a décroché : elle s'est progressivement vidée des ménages disposant de ressources financières suffisantes pour concrétiser un projet d'accession à la propriété ou pour devenir propriétaire.

Une meilleure qualité, mais un poids du logement accru pour les ménages les plus modestes

Les conditions de logement se sont nettement améliorées au cours des vingt dernières années. Les logements sont ainsi, en 2006, en moyenne plus grands : chaque habitant dispose désormais de 40 m² et de 1,8 pièce, soit 30 % d'espace en plus par rapport à 1984. Les ménages aisés comme les ménages modestes ont bénéficié de cette amélioration, même si les 20 % des ménages les plus aisés disposent de moitié plus de surface que les moins aisés.

Pour analyser l'évolution du poids financier du logement dans le budget des ménages, il apparaît donc utile de ramener ce poids au nombre de m² du logement. Par ailleurs, on retient une notion de dépense de logement *nette*, c'est-à-dire après déduction des aides au logement : on calcule ainsi un poids net du m² par personne.

Graphique 1. Évolution du poids du m² par personne dans le budget des ménages selon le quartile de niveau de vie



Lecture : en 2005, pour les ménages du premier quartile des niveaux de vie, le PNMP était 1,4 fois plus élevé que la moyenne.
Champ : tous les ménages, France métropolitaine.
Sources : Insee, enquêtes Budget des familles 1985, 1994, 2001 et 2006.

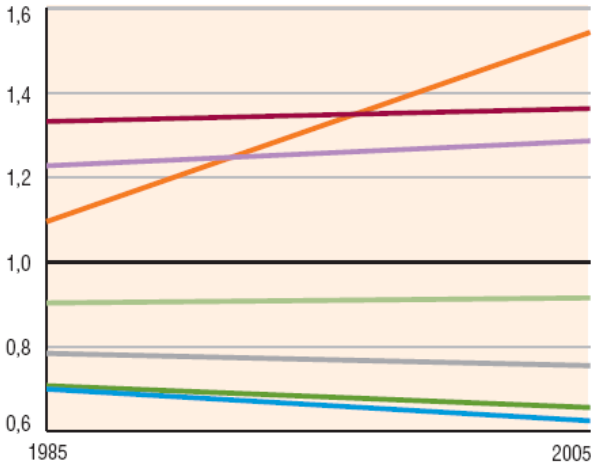
Depuis 1985, les ménages ayant un haut niveau de vie ont un poids net du m² par personne plus faible que les ménages moins aisés. Au cours des vingt dernières années, les disparités se sont accrues. Les 25% de ménages les plus modestes consacrent à leur logement une part de budget 40% plus élevée que la moyenne (par « mètre carré par personne »). En 1985, cette part était dans la moyenne.

Les inégalités selon l'âge sont liées aux inégalités d'accès à la propriété

Le poids net du m² par personne varie selon l'âge, avec un poids plus important pour les plus jeunes. Ces disparités selon l'âge se sont renforcées au cours de la période : les moins de 25 ans sont plus contraints par le logement en 2005 qu'en 1985 alors que les ménages de plus de 55 ans ont connu une légère diminution de la contrainte budgétaire entre 1985 et 2005.

Ces évolutions s'expliquent essentiellement par les différences dans le statut d'occupation du logement : parmi les ménages dont la personne de référence a moins de 25 ans, on observe sur la période une augmentation de 4 points de la part des locataires, qui sont les ménages confrontés à la plus forte contrainte budgétaire du logement.

13. Évolution du poids net du m² par personne selon l'âge de la personne de référence



Lecture : en 2005, le PNMP était près de 1,6 fois plus élevé que la moyenne chez les ménages dont la personne de référence a moins de 25 ans.
Champ : tous les ménages, France métropolitaine.
Sources : Insee, enquêtes Budget des familles 1985 et 2006.